Objekttyp: **FrontMatter**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1978)**

Heft 447

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

J.A. 1000 Lausanne 1
Hebdomadaire romand
No 447 30 mars 1978
Quinzième année

Rédacteur responsable :
Laurent Bonnard

Le numéro : 1 franc
Abonnement
pour une année : 48 francs,

Administration, rédaction :
1002 Lausanne, case 2612
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1
Tél. 021 / 22 69 10
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro:
Rudolf Berner
Claude Bossy
Jean-Daniel Delley
René Duboux
Jean-Claude Favez

447

Domaine public

Des banques sous surveillance

Dans une interview au « Journal de Genève » (janvier 1978), Philippe de Weck, patron de l'UBS, se félicitait donc de la modération de l'initiative socialiste en préparation sur le contrôle des banques. Ce qui ne l'empêchait pas du reste de réfuter point par point les dispositions dont on pouvait prévoir qu'elle feraient l'essentiel du projet en question...

Que l'on ne s'y trompe pas ! L'inquiétude est réelle dans les milieux bancaires. A tout prendre, ils préféreraient affronter un texte « dur » — nationalisation des grandes banques, par exemple — qui leur faciliterait la tâche pendant la campagne référendaire.

Pour l'instant, le Parti socialiste suisse a su éviter le piège : une initiative visant à transformer le système économique par le biais d'un contrôle strict des banques est vouée à l'échec. Dans cette affaire, il ne s'agit pas de partir en guerre pour la gloire, mais bien de tendre à l'efficacité, c'est-à-dire de tenir compte de la réalité pratique (les socialistes ont-ils les moyens de décortiquer à ce point le fonctionnement du monde bancaire ?), politique, et des rapports de forces dans l'opinion.

Dans cette perspective, ce sont les abus les plus manifestes et les plus critiqués dans la population auxquels il faut s'attaquer et qu'il faut si possible empêcher.

Là, c'est le secret bancaire qui est visé au premier chef. Prétendûment garant de la sphère personnelle et de la confiance entre les instituts bancaires et leurs clients, il apparaît de plus en plus comme un privilège qui ne sert qu'à couvrir des activités frauduleuses, voire criminelles. L'initiative du Parti socialiste suisse touche donc le point sensible en prévoyant de relativiser le secret bancaire; secret professionnel, certes mais pas plus « sacré » que n'importe quel autre, et qui doit être levé en matières fiscale et pénale, en faveur des autorités suisses et étrangères. Combien de temps pourrons-nous invoquer le fait que, pour nous, les fuites de capitaux ne sont pas des délits ?

Dans cette action, la gauche n'est pas isolée. Certains milieux de la bourgeoisie, irrités par l'arrogance et l'impunité des banques, souhaitent un contrôle accru de l'activité bancaire. La Banque nationale l'a fait savoir à plusieurs reprises depuis quelques années.

Néanmoins le combat sera difficile. L'activité bancaire est complexe, peu compréhensible pour le citoyen. L'image des banques est encore bonne dans l'opinion publique; si les bénéfices annuels peuvent surprendre l'homme de la rue alors que règne et le chômage et la récession, ils renforcent aussi l'image de l'efficacité du système...

Le Parti socialiste suisse a donc décidé de lancer une large campagne d'information. De leur côté les banques n'ont pas perdu de temps; depuis des mois, leurs bureaux d'études sont au travail pour préparer un système de défense. Chaque quinzaine, l'UBS achète une pleine page dans les principaux quotidiens suisses — un journal dans le journal qui revient à plusieurs centaines de milliers de francs ! — pour « informer » les lecteurs. Les sujets abordés ne font pas illusion dans leur variété : la place de choix est réservée à la défense des privilèges acquis, à celle du système bancaire et aux attaques contre le Parti socialiste...

Pour placer les banques sous une surveillance plus étroite, le combat a déjà commencé.

DANS CE NUMÉRO

Pp. 2/3 : Notes de lecture : Un message pour les politiciens — Le carnet; p. 4 : Financement du nucléaire : des millions dans le bleu; p. 5 : Point de vue : Constituons ! Constituons ! Constituons ! p. 6 : La longue marche vers la sécurité : encore le temps de l'arrêter; p. 7 : Le second tour; p. 8 : Reçu et lu — Impressions de service militaire ; Je ne veux pas salir mon fusil.